

DYNAMIQUES MIGRATOIRES, TENSIONS FONCIERES ET DEFORESTATION DANS L'OUEST MALGACHE

Emmanuel FAUROUX

DESPAM (CNRE / IRD), BP 434, 101 Antananarivo

Résumé :

La forêt a toujours joué un rôle essentiel dans la société sakalava traditionnelle mais, quasiment illimitée, elle ne constituait pas un enjeu. A l'époque coloniale, un flux important de migrations s'est dirigé vers le Menabe, très sous-peuplé, en provenance de l'extrême-Sud, du sud-est et des hautes-terres. De nouveaux systèmes de production se sont mis en place, d'abord en bonne complémentarité avec le système sakalava, puis en concurrence de plus en plus sévère. A la longue, ces systèmes se sont fragilisés mutuellement. Les dysfonctionnements résultants ont débouché sur une crise complexe. Aujourd'hui, l'exploitation impitoyable de la forêt constitue souvent, à court terme, la moins mauvaise solution aux problèmes posés. L'incitation du marché continue à jouer en faveur de l'arrivée de nouveaux immigrants, tandis que les cours du maïs, maintenus élevés grâce à la demande réunionnaise, poussent à augmenter les défrichements. Les stratégies foncières conduisent aussi à défricher sans autre but que de gagner la course à la terre.

Mots-clés : déforestation - Ouest malgache - Menabe - migrations - tensions foncières - stratégies foncières

Abstract :

The forest has always played an important role in the traditional Sakalava society. But practically without any limit, this forest was never a stake. During the colonial period, a significant number of migrants came to the under-populated region of Menabe from the deep south, the south east and the high lands. New systems of production have thus been implemented, originally quite complementary with that of the Sakalava. Competition has become increasingly harsh. In the long run, these competing systems have mutually caused their fragilisation. The resulting malfunctions have finally led to a rather complex crisis. Nowadays, the ruthless exploitation of the forest often constitutes, in the short term, the least inappropriate solution to the problems. Market incentives continue to favour the coming of new immigrants whereas the price of corn is kept high due to the demand from the island of La Réunion; and both incite the people to extend slash-and-burn agriculture. Land tenure strategies also encourage people to clear forest plots for the mere sake of taking part in the rush on land.

Key-words : deforestation - Malagasy west - Menabe - migration - land tenure conflicts - land tenure strategies

LA FORET : AUTREFOIS ESSENTIELLE, MAIS TROP ABONDANTE POUR CONSTITUER UN ENJEU¹

Depuis le 17^{ème} siècle, le système de production sakalava s'est lentement construit autour de l'élevage extensif des bœufs dans un pays immense, le Menabe², très peu peuplé, où les ressources naturelles, les savanes, la forêt... paraissaient infinies et inépuisables. Les représentations sakalava, les règles qui codifiaient l'accès au milieu naturel, le fonctionnement tranquille du système de production, conduisaient à une utilisation modérée du milieu. On songeait généralement à limiter les dégâts lorsque, en fin de saison sèche, la savane était incendiée pour favoriser la repousse d'une herbe tendre et verte, ou une petite surface de forêt brûlée (technique du *hatsaky*) pour y faire pousser quelques arpents de maïs ou de *lojy* (pois vohème). Dans le système sakalava de la seconde moitié du 19^{ème} siècle, qui sert de référence pour une définition approchée du système social «traditionnel», la forêt occupait une place centrale. Elle constituait une réserve alimentaire essentielle pour les hommes et le bétail. La collecte d'ignames sauvages, de fruits et de miel, la capture de hérissons, la chasse etc. permettaient aux Sakalava de n'avoir pas à trop compter sur une agriculture précaire, que l'on pouvait ainsi négliger sans inquiétude. Aucun enracinement dans un terroir n'était nécessaire. On pouvait se déplacer en suivant les lents mouvements du troupeau sans regretter les champs que l'on abandonnait, car on ne s'éloignait jamais beaucoup des couverts boisés. La forêt était aussi une inépuisable réserve de matières premières, de bois de chauffe, de bois d'œuvre, de fibres pour le tissage, de plantes médicinales, d'éléments intervenant dans les préparations magiques et médicales... Elle constituait par ailleurs un refuge stratégique de la plus haute importance pour la survie du groupe, dans un environnement sécuritaire incertain où les voleurs de bœufs circulaient impunément. La forêt était semée de mystères, d'embûches et de pièges mortels pour ceux qui la découvraient, alors qu'elle recelait des cachettes sûres pour ceux qui la fréquentaient assidûment. Les bœufs cherchant librement leur pâture en forêt, y redevenaient sauvages, n'acceptaient plus la marche en troupeau, de sorte que les bandits ne pouvaient plus les voler massivement. La forêt contribuait ainsi de façon significative à l'élasticité et aux bonnes performances du système de production pastoral extensif, dont on aurait pu craindre l'inefficacité, tant les techniques mises en œuvre étaient précaires.

Dans un tout autre registre, enfin, la forêt était le domaine des esprits, de la communication directe avec la Surnature : esprits innommés aimant la proximité d'une source, d'une caverne, d'une cascade, ancêtres oubliés errant encore autour de vieilles tombes anonymes, ancêtres encore personnalisés des autochtones actuels, aimant, comme de leur vivant, l'ombre de tel tamarinier multi-centenaire ou la fraîcheur de tel ruisseau... Elle était aussi le domaine de créatures mythiques, animaux étranges tels le fameux et redouté *songomby*³, ou esprits revêtant, à l'occasion, une apparence humaine, lutins malicieux, *kokolampo*, nobles vieillards incarnant temporairement les *tompon'ala*, les maîtres de la forêt... Ces créatures, parfois invisibles, souvent inquiétantes, toujours susceptibles et dangereuses, n'aimaient pas les intrus qui ignoraient leurs habitudes, leurs manies, leurs interdits. Les autochtones, *tompon-tany* (littéralement «les maîtres de la terre») au contraire, savaient, en propageant d'habiles rumeurs, manipuler l'opinion des nouveaux venus de façon à laisser croire qu'ils étaient seuls capables d'établir de bons rapports avec ces êtres dangereux. Sur place depuis longtemps, les *tompon-tany* avaient

pu, pensait-on, apprendre à gérer ce voisinage délicat et savoir quels interdits il convenait de respecter absolument, quelles attitudes devaient être rigoureusement proscrites. Leur médiation était ainsi présentée comme indispensable lorsque des nouveaux venus souhaitaient s'installer à leur tour et vivre en paix.

La forêt était ainsi infiniment précieuse et les Sakalava étaient parfaitement conscients de cette valeur. Aussi abondante que l'air et l'eau⁴, elle apparaissait comme l'un des bienfaits, éternels et infinis, que l'on doit à la générosité de Zafiahary, Dieu créateur. Elle ne constituait donc pas un enjeu. Le véritable enjeu de la société sakalava «traditionnelle» résidait dans le contrôle des seuls biens à la fois précieux et rares : les hommes et les bœufs. Les trajectoires sociales réussies consistaient à accumuler autant de bœufs que possible. Une partie de ces bœufs était alors détruite dans des processus cérémoniels, au terme desquels les plus généreux, les plus dilapidateurs, coagulaient autour d'eux des réseaux d'alliés et de dépendants. Les gagnants de la course à l'ostentation trouvaient facilement des alliés, une main d'œuvre d'appoint, des «clients» dévoués... Ils se sentaient aussi protégés par leurs ancêtres, comblés par les marques d'honneur qu'ils avaient reçues. Prospérité et santé étaient perçues comme intimement liées à la générosité cérémonielle. Maladie et pauvreté, par contre, étaient interprétées comme le signe du mécontentement d'ancêtres qu'on n'avait pas su honorer comme ils le méritaient. Les pauvres, pour accomplir le minimum cérémoniel socialement nécessaire, devaient donc se procurer des bœufs, de la nourriture, de l'alcool, en entrant dans l'un des réseaux de clientèle contrôlés par les riches les plus généreux. Aux «temps sakalava», les groupes se formaient ainsi en fonction de leur aptitude à accumuler des bœufs par le croît, l'échange, la capture de bœufs sauvages, le pillage de troupeaux domestiques ennemis et par l'aptitude à défendre leurs propres troupeaux contre les agressions. Un groupe qui parvenait à accumuler des bœufs et à les conserver générait des forces centripètes qui permettaient à son influence de déborder largement le cadre de la parenté pour déboucher, alors, sur la formation de petites unités politiques. Ces unités pouvaient devenir des chefferies si les succès se confirmaient. Certaines chefferies, grâce à un destin durablement favorable, se transformèrent en principautés, voire même en puissant royaume comme ce fut le cas pour le clan Maroseraña, dynastie devenue fameuse quand elle assura la fondation du grand royaume sakalava du Menabe qui, de 1650 aux débuts du 20^{ème} siècle, constitua l'une des deux puissances politiques de Madagascar.

Les Sakalava, dont les villages, toujours plus ou moins provisoires, étaient bâtis à la hâte dans des clairières ou en lisière de la forêt, vivaient en symbiose avec les arbres, avaient besoin d'eux pour vivre, mais ne leur attribuaient pas une valeur intrinsèque. A part quelques papayers à proximité des cases et, parfois, quelques manguiers, ils ne plantaient pas (il serait inepte de planter des arbres dans une clairière) et avaient peu de scrupules à abattre un arbre ou à procéder à de rapides défrichements, toujours précédés d'invocations, de menues libations et d'excuses destinées à apaiser la colère des esprits anonymes qui auraient pu se sentir ainsi lésés. Des règles simples permettaient de contrôler l'extension du feu⁵.

On sait aujourd'hui que ce système de production ne fonctionnait bien que grâce à l'immensité des espaces disponibles. Malgré cette immensité, d'ailleurs, des facteurs de dysfonctionnement apparurent dès le premier tiers du 19^{ème} siècle. Au fur et à mesure que les conquêtes maroseraña soumettaient les populations de l'Ouest, en effet, il devenait de plus en plus difficile de poursuivre le processus d'accumulation par prédation directe

car, sauf cas très particuliers (il y en eut), on ne pille pas ses propres sujets. Il devint donc de plus en plus difficile de trouver des cibles. Il fallut étendre le rayon d'action des opérations, s'aventurer sur les hautes terres, ce qui impliquait une lutte frontale contre le royaume merina. Cela devait entraîner, à terme, la crise de l'ensemble du système dès l'époque pré-coloniale.

DES MIGRATIONS QUI ONT CONDUIT AU DYSFONCTIONNEMENT DU SYSTEME

Des flux de migration massifs et continus

Le 20^{ème} siècle allait être marqué par un changement radical dans les conditions de fonctionnement des systèmes de production de l'Ouest. Grâce à la paix coloniale, Madagascar est devenu une entité politique unique, au sein de laquelle apparaissaient d'énormes inégalités de peuplement, héritées de l'histoire. Le pays sakalava, immense et presque vide, contrastait avec des hautes terres bien peuplées, ainsi qu'avec le Sud-Est et l'extrême-Sud tandroy, où les ressources disponibles ne permettaient plus la reproduction des systèmes autochtones dans des conditions correctes.

C'est la fiscalité obligatoire qui servit d'incitation initiale à la redistribution du peuplement. L'Ouest offrait de multiples moyens pour s'acquitter de l'impôt, notamment par le travail salarié et le métayage sur les concessions agricoles européennes. Les Sakalava se préoccupaient peu de fiscalité. L'évasion fiscale était facile pour eux, dans les vastes étendues incontrôlées entre Mangoky et Manambolo. Au pire, on pouvait s'acquitter en se débarrassant d'une tête de bétail ou deux. Les salaires, trop bas par rapport au prix d'un bœuf, n'étaient pas attractifs pour des propriétaires de grands troupeaux. Du point de vue de l'Administration coloniale, ainsi, «*les Sakalava ne travaillaient pas*»⁶; plus exactement, ils ne proposaient guère leur force de travail aux employeurs européens, malgré des salaires plus élevés qu'ailleurs. Des migrations vers le Menabe s'imposèrent donc pour le bon fonctionnement de l'économie coloniale du premier quart du 20^{ème} siècle. Elles furent méthodiquement organisées, surtout à partir de l'Androy et de la région de Vangaindrano, sur le littoral sud-est. Les migrants temporaires, pendant la durée de leur contrat, avaient le temps de découvrir les larges possibilités d'accès à la terre qu'offrait la région. Beaucoup restèrent sur place, attirant des membres de leur famille. Un flux quasi-permanent finit ainsi par se créer à destination du Menabe. A la longue, la création d'un marché a permis de maintenir un haut niveau d'incitation à migrer, pour des gens placés dans l'impossibilité d'assumer leurs ambitions sociales en restant dans leur pays natal. Ces gens, par contre, se sont montrés - et se montrent encore - tout-à-fait capables d'adopter, le temps nécessaire, la logique d'un comportement marchand, pour accumuler des bœufs aussi vite que possible, avant de les dilapider en quelques jours, dans leur pays natal. Les flux s'accéléchèrent parfois, à l'occasion des divers «*booms agricoles*»⁷. Malgré quelques mouvements de reflux lors des récessions consécutives aux «*booms*», les migrations vers le Menabe se sont maintenues jusqu'à aujourd'hui. À l'exception d'un petit nombre de cas, lors des *keré* du Grand Sud⁸, il ne s'agissait pas de migrations de survie. Bien au contraire, l'objectif explicite a toujours été d'accumuler un surplus pour alimenter le système cérémoniel ostentatoire. Les migrants betsileo commencèrent ainsi à développer des systèmes de

production fondés sur la riziculture irriguée, les migrants korao (venus de Vangaindrano, sur le littoral sud-est) s'intéressèrent plutôt aux cultures de décrue sur *baiboho*. Les Tandroy et les Mahafaly, eux, se limitèrent tout naturellement à leur spécialité, l'essartage sur brûlis forestiers.

L'accès à la terre

L'accès à la terre ne s'opérait pas de la même manière dans chacun de ces trois cas. Contrairement à ce qui se passait dans le vieux système sakalava, riziculture irriguée et cultures de *baiboho* exigeaient une appropriation durable du sol et, quand cela était possible, des terroirs solidement aménagés.

Les migrants, pour s'installer durablement, disposaient alors d'un petit nombre d'options :

- Ils pouvaient, en premier lieu, établir une alliance, selon les règles traditionnelles (mariage, fraternité de sang, parenté à plaisanterie) avec des autochtones *tompon-tany*. Cette alliance ouvrait aisément le droit à la terre, mais elle impliquait souvent une situation de relative dépendance à l'égard des bailleurs. Celle-ci pouvait durer assez longtemps, plusieurs générations parfois. Les riziculteurs betsileo choisirent souvent cette solution, facile et sécurisante à court terme, et susceptible, à long terme, de déboucher sur un certain enrichissement au prix de beaucoup de travail et d'épargne.

- S'ils étaient venus à la demande d'un européen, dont ils étaient salariés ou métayers, ils pouvaient échapper aux modalités traditionnelles d'alliance. Les Korao et un certain nombre de Tandroy profitèrent souvent de cette facilité, puisqu'il suffisait de l'accord de l'europpéen concessionnaire. Mais cette situation était peu propice à une intégration harmonieuse dans la société locale. La décolonisation devait, plus tard, mettre en difficulté ceux qui avaient choisi cette solution.

- Ils pouvaient, enfin, opter pour un compromis entre les deux solutions. Salariés ou métayers pendant quelque temps chez un européen, ils cherchaient ailleurs des modalités traditionnelles d'accès à la terre, pour n'avoir pas trop longtemps besoin de la médiation, toujours très ambiguë, du pouvoir colonial. Des Tandroy ont ainsi souvent préféré s'installer assez loin des villages, là où les droits autochtones étaient moins précis et où il était plus facile de se livrer à des activités pas toujours avouables (*hatsaky* non déclarés, recel de bœufs volés, troupeaux non déclarés etc.).

Les droits fonciers sakalava traditionnels reposaient - et reposent aujourd'hui encore - sur des principes relativement simples. C'est l'application de ces principes dans un cadre juridique exogène, influencé par le «*jus utendi et abutendi*» issu du droit romain, qui a fini par poser des problèmes délicats. La solution à ces problèmes n'est certainement pas cherchée, aujourd'hui, dans l'équité, mais dans les rapports de force locaux : l'argument juridique présenté par le plus fort est généralement considéré comme le plus équitable.

Le droit foncier sakalava peut se schématiser de la façon suivante. Un groupe lignager exerce des droits d'usage collectifs sur le territoire hérité de ses ancêtres, qui constitue son espace social historique. Sur ce territoire, il dispose du statut d'autochtone. Les ancêtres du lignage ont été les premiers, autrefois, à le mettre en valeur; leurs tombeaux figurent encore au sein de ce territoire, le groupe respecte un certain nombre d'interdits et a le devoir de les faire respecter par les nouveaux venus (*mpiavy*). Dans ces conditions, les *tompon-tany* disposent d'un droit d'usage permanent sur toutes les terres où leur statut

est reconnu. Ce droit repose sur l'idée qu'il existe un accord, qui fut autrefois explicite, entre les puissances chtoniennes et les autochtones. La preuve de la validité conservée par cet accord réside dans la paix ambiante, dans la bonne santé des gens et du bétail, dans la prospérité, au moins relative. En l'absence de cette prospérité, le statut de *tompon-tany* est révocable: les anciens autochtones doivent tenter leur chance ailleurs et un nouveau groupe, conseillé par ses *ombiasy*⁹, peut chercher à établir une nouvelle transaction avec les esprits locaux. Le droit d'usage collectif dont disposent les *tompon-tany* reconnus, est transmissible aux alliés des *tompon-tany*, à la guise de ces derniers, mais les modalités d'alliance sont limitées. Elles peuvent préexister (c'est le cas de la parenté à plaisanterie *-ziva-* dont on hérite à sa naissance) ou avoir été établies justement pour accéder à la terre : union matrimoniale avec un/une *tompon-tany*, ou «fraternité de sang» (*fatidrà*). Un autochtone ne peut pratiquement pas refuser l'accès à la terre sur son terroir à un *ziva*, un *fatidrà* ou un parent par alliance. Par contre, les droits d'usage qu'on lui ouvre sont toujours révocables et ne lui permettent en aucun cas d'aliéner la terre reçue. De plus, ils impliquent, en fait, une certaine dépendance du bénéficiaire à l'égard de son allié bailleur, dont il faut parfois plusieurs générations pour sortir.

Le problème se complique lorsqu'existent des aménagements, par exemple un petit barrage et des canaux d'irrigation pour la riziculture. La règle massivement appliquée jusqu'à aujourd'hui en milieu sakalava, peut se résumer ainsi : l'aménagement et les terres concernées par ces aménagements sont à la disposition de celui qui les a réalisés ou financés. Le droit d'usage est, dans ce cas, personnalisé, mais il reste un droit d'usage. Si le barrage est emporté par une crue, si les canaux ne sont pas entretenus, les droits d'usage collectifs reprennent le dessus. De toutes façons, l'«aménageur» ne peut en aucun cas aliéner ces terres. S'il le fait, parfois, c'est en s'abritant derrière le droit moderne, après immatriculation des terres aménagées, à l'insu de la communauté, selon une procédure totalement répréhensible au regard des règles traditionnelles.

Les droits d'usage dont jouissent les *tompon-tany* sont plus évanescents, moins bien définis, moins consistants lorsqu'ils concernent les forêts se trouvant sur leur territoire. Dans la cosmogonie des populations pastorales de l'Ouest et du Sud, la forêt, nous l'avons vu, est, d'abord, le domaine de Zañahary et des esprits. Les *tompon-tany* peuvent l'utiliser sous certaines conditions, avec modération, après quelques rituels simples offerts aux esprits, seuls vrais propriétaires, mais ces droits d'usage sont très limités. Le cas très particulier des forêts rendues sacrées par la présence d'un tombeau ne constitue pas une véritable exception car le lignage, issu des ancêtres qui y sont enterrés, a seulement le devoir de s'opposer à l'accès des tiers dans des conditions qui porteraient atteinte à la paix des ancêtres lignagers. Cela ne l'autorise pas à en faire un autre usage.

Au fond, l'accès à la forêt est plus une affaire de risque calculé qu'une question de légitimité foncière. Que l'on soit *tompon-tany* ou pas, on court des risques en utilisant la forêt et en importunant les esprits qui la fréquentent, mais, si on a le courage de le faire, si on sait se protéger contre les risques encourus (il existe des talismans spéciaux pour cette éventualité), les *tompon-tany* eux-mêmes ne se sentent pas vraiment habilités à faire obstacle à cette pénétration. La crainte l'emporte souvent, mais des migrants sont venus, parfois poussés par la faim et prêts, alors, à prendre tous les risques pour nourrir leur famille. Ils ont enfreint tous les interdits connus. Il ne leur est pourtant rien arrivé. Bien au contraire, ils sont souvent repartis en poussant devant eux les bœufs qu'ils avaient pu acquérir en peu de temps. Tout tend donc à

se passer, désormais, comme si la forêt n'appartenait à personne. On craint un peu les esprits qui l'habitent, un peu l'hostilité éventuelle de voisins autochtones, mais pas au point de renoncer aux avantages qu'il y a à l'exploiter aussi vite et aussi intensément que possible.

Des systèmes de production qui se fragilisent mutuellement

Dans la culture sakalava, façonnée par une longue pratique de l'exogamie, l'arrivée de voisins respectant les règles du jeu (c'est-à-dire acceptant de s'allier selon l'une des formes en vigueur) était toujours perçue de façon positive (Randriamidona, 1990). Le groupe devenait plus fort et on accédait aux nouvelles richesses produites grâce au savoir-faire technique des nouveaux alliés (davantage de riz, davantage de cultures de décrue...). Mais, au fil du temps, la situation s'est dégradée, devenant tous les jours plus chaotique, avec l'avancée généralisée des terroirs agricoles qui ont pris peu à peu la place des meilleurs pâturages. En une centaine d'années, la situation de dominance des activités pastorales s'est inversée. Les pâturages ont laissé les meilleurs places aux activités agricoles et les temps de travaux ont été de plus en plus consacrés aux cultures. Les effectifs bovins fluctuent considérablement, diminuant drastiquement quand l'insécurité augmente, se reconstituant lentement quand la situation se normalise. Aujourd'hui, beaucoup de villageois, même sakalava, n'ont plus de bœufs. Une concurrence sévère apparaît de plus en plus entre les nouveaux terroirs villageois, dont les limites finissent pas se chevaucher, et entre les systèmes d'irrigation, l'aval ayant presque toujours à se plaindre des abus de l'amont. Les ressources de la forêt tendent à être surexploitées, depuis qu'elles ont commencé à être utilisées par tous ceux qui éprouvent des difficultés.

Assez curieusement, dans cet espace en voie de réduction rapide, les Sakalava, connus pour leur pugnacité, leur courage, voire leur agressivité, ont souvent eu tendance à s'effacer discrètement devant les avancées territoriales des migrants, préférant s'éloigner vers le nord, vers le plateau du Bemaraha entre Tsiribihy et Manambolo ou, au-delà du Manambolo, vers les savanes de la Miharana (Taillade, 1996).

Malgré l'optimisme flamboyant des années 1960 et 1970, les systèmes modernes ont eux aussi subi les pires difficultés, au point de déboucher sur de très spectaculaires fiascos comme ceux de l'orangerie de Bezezika, de l'abattoir ultramoderne de Bemanonga et de la trop fameuse SODEMO (SOciété de DÉveloppement de MOrondava).

Cette impression de chaos est d'ailleurs régulièrement aggravée par l'instabilité des conjonctures. Chaque «boom» suscite des comportements prédateurs de la part de migrants sans scrupules, parfois soutenus clandestinement par des personnages puissants¹⁰ et, parfois seulement, poussés par la faim comme lors du *keré* de 1991-92. Les régressions brutales qui suivent les «boom» ne clarifient pas les situations, bien au contraire. Les agriculteurs allochtones tentent de conserver le bénéfice de leurs avancées foncières, mais ils ont alors beaucoup de mal à assurer la mise en valeur continue, seule susceptible, en droit foncier moderne ou traditionnel, de justifier leur occupation des lieux. Les éleveurs autochtones, désireux de récupérer leurs anciens pâturages et d'étendre leurs terroirs agricoles indépendamment des fluctuations du marché (notamment pour pratiquer la riziculture à laquelle ils se sont désormais habitués) tendent alors à développer des stratégies agressives, qui ont contribué à durcir des relations inter-ethniques qui avaient été excellentes jusqu'alors.

Les divers dysfonctionnements des systèmes en place ont fini par déboucher, à la longue, sur une crise sociale complexe qui oblitère toutes les transformations actuelles

Les relations inter-ethniques, autrefois sereines, sont devenues tendues

La concurrence de systèmes de production fragilisés n'a pas tardé à s'exprimer sous forme d'une conflictivité inter-ethnique qui n'a cessé de prendre de l'ampleur (Randriamidona, 1990). Les tensions apparurent à l'occasion de quelques cas particuliers, que l'on crut d'abord liés au «mauvais caractère» de migrants korao. Ils se multiplièrent ensuite, en tendant à revêtir certaines spécificités selon les groupes concernés. Les tensions entre Sakalava et Korao s'expriment surtout dans le domaine foncier car, dans la conception sakalava de l'accès à la terre, un prêt de terre demeure toujours un prêt, alors que les Korao affectent de croire qu'au bout de quelques années la terre appartient définitivement à l'emprunteur. Les Betsileo, eux, ont des stratégies foncières «honnêtes» mais habiles, qui leur permettent insensiblement d'arrondir leur domaine et d'en expulser presque insensiblement les bailleurs autochtones. Comme ces derniers ne peuvent s'insurger contre une situation tout-à-fait régulière, ils tendent à se venger en volant (ou en faisant voler par des complices) les bœufs des Betsileo dont la réussite est insolente. Tandroy et Mahafaly disparaissent dans la profondeur des forêts dont on leur a alloué une petite partie, mais, loin de tout contrôle suivi, ils vont bien au-delà des lots qui leur ont été attribués et sont devenus les acteurs les plus directs de la destruction de la forêt. Combatifs et habiles dans le maniement de la fronde, ils ont aussi la réputation d'être de bons voleurs de bœufs, qu'on hésite à affronter. On cherche parfois à s'allier à eux pour qu'ils détournent sur d'autres leurs exactions, ou, au contraire, comme ce fut le cas pour le village d'Andovihana (Fauroux, 1994), on cherche à les intimider par des menaces.

Les Sakalava ont fini par se sentir dépossédés d'une partie de leur territoire et des signes de «nationalisme», voire d'une xénophobie, au moins verbale, font leur apparition. L'insécurité des années 1980, au cours desquelles l'importance des vols de bœufs a été décuplée, a porté la tension à son paroxysme, tout le monde finissant par soupçonner tout le monde, et surtout les voisins d'un autre groupe ethnique. Les *dina* ont été impuissantes à enrayer la montée de l'agressivité, qui fut même souvent aggravée par l'application de clauses trop sévères. La désastreuse dépression tropicale Cynthia de février 1991 fut interprétée par les Sakalava comme résultant, de toute évidence, du comportement inadéquat de migrants korao ne respectant pas l'interdit du porc.

Une sévère crise de l'institution lignagère

Au début des années 1980, l'ampleur, jusqu'alors jamais atteinte, de l'action des voleurs de bœufs et la carence, devenue à peu près totale, de l'encadrement vétérinaire, ont contribué à réduire de façon spectaculaire les effectifs bovins. Au point qu'en prolongeant les tendances observées, on pouvait craindre, à moyen terme, une disparition totale de l'élevage bovin dans l'Ouest. La plupart des lignages, dépourvus de bœufs, commencèrent à éprouver les pires difficultés pour assurer le fonctionnement des institutions cérémonielles. L'enjeu était d'autant plus grave que l'opinion publique dominante raisonnait sur la base d'un syllogisme partout considéré comme évident : «*nos ancêtres ont cessé de nous bénir puisque nous ne leur rendons plus les honneurs qu'ils méritent ; pour retrouver la prospérité, il suffirait de recommencer à accomplir correctement nos devoirs cérémoniels ; tout, alors, irait aussi bien qu'autrefois*».

A court terme, cette situation a surtout profité aux *mpañarivo*, c'est-à-dire aux rares propriétaires de bœufs qui, ayant su conserver leurs troupeaux, pouvaient prêter ou donner des bêtes à ceux qui, dans leur voisinage, acceptaient, en échange, d'entrer dans leurs réseaux de clientèle. A moyen et à long terme, elle a contribué à détruire le sentiment de sécurité que donnait autrefois l'appartenance lignagère. L'angoisse du lendemain s'est exprimée de multiples façons et, notamment, par une véritable explosion des phénomènes de possession. Les possédé(e)s contribuent à sécuriser leur entourage, puisque l'esprit qui les pénètre donne des soins, des conseils, rassure, en échange de prestations minimales (quelques bouteilles de bière et de limonade, quelques cigarettes), qui contrastent avec les exigences beaucoup plus élevées des ancêtres lignagers (des bœufs et beaucoup d'alcool), plus prompts, aujourd'hui, à punir leurs descendants ingrats qu'à les protéger.

De profondes recompositions dans les structures micro-locales du pouvoir

L'espace régional, autrefois homogène, sous l'autorité des souverains sakalava, de leurs vassaux (princes de moindre rang) et de leurs représentants (les *masondrano*), a fini par se cloisonner en de multiples micro-unités autonomes, fonctionnant autour des divers systèmes de production aujourd'hui en place. Dans la vallée du Morondava, des sous-ensembles de riziculteurs betsileo voisinent avec des sous-ensembles d'agriculteurs korao (qui ajoutent l'agriculture de décrue à la riziculture), sakalava (un peu de riziculture, quelques cultures de décrue, mais l'élevage bovin extensif reste important en général), ou, parfois, tandroy (cultures sèches et élevage bovin) sans aucune autorité centralisée. Plus au sud, dans la vallée du Maharivo, les Sakalava dominent, parfois alliés à des groupes de migrants tandroy ou korao, parfois simplement juxtaposés, sans aucune autorité émergente. La notion de *tompon-tany* n'est demeurée claire et porteuse de sens que de part et d'autre de l'ensemble Morondava-Kabatomena.

Malgré la crise d'autorité de l'institution lignagère, les structures de parenté des groupes migrants tendent aujourd'hui à se modeler sur le modèle sakalava, qui reste dominant. Mais, sauf dans un très petit nombre de cas (lignages nobles du Tsiribihy ou des abords de Mahabo), le pouvoir ne se confond plus avec l'institution lignagère. On assiste, nous l'avons vu, au renouveau de pouvoirs non directement lignagers, structurés sur le modèle des rapports de clientèle. C'est le cas des grands *mpañarivo* et, dans les zones de riziculture, des «grands» propriétaires engagés dans de lents processus de concentration foncière. Les notables urbains, représentés en milieu rural par des alliés ou des prête-noms, ont d'autant plus de pouvoir, malgré leur relative discrétion, qu'ils sont toujours bien représentés au niveau du pouvoir central.

A la fin du 20^{ème} siècle, la décomposition des pouvoirs locaux apparaît souvent très avancée, alors que les recompositions ne dépassent pas le stade de modestes esquisses. L'espace régional s'est progressivement segmenté en micro-unités hétérogènes. Ici, un vieux village sakalava et son réseau d'alliés et de clients ; là, un petit ensemble de riziculteurs betsileo, s'étant peu à peu affranchi de sa dépendance à l'égard des Sakalava qui leur avaient autrefois baillé leurs premières terres ; plus loin, sur un front de défrichement pionnier, des hameaux tandroy éparpillés. Pas grand-chose ne vient fédérer, le plus souvent, ces unités atomisées, dont l'emprise spatiale s'étend sur quelques kilomètres carrés. Bien au contraire, les conflits, rares au temps où l'espace semblait sans limite, ne cessent de se multiplier : conflits de voisinage, contentieux liés aux vols de bœufs, insultes

et coups échangés, quand les cérémonies dégénèrent en beuveries. Les tentatives de re-composition n'aboutissent guère, le plus souvent, qu'elles tentent de se réaliser autour d'un riche et généreux *mpañarivo*, d'une association paysanne animée par un leader charismatique (comme l'ASSADELMO du delta du Morondava), d'associations à caractère régionaliste («*Menabe try mivaky*»), d'un pôle religieux (les disciples de «*Neny lavao*»), ou encore autour d'associations ethniques autochtones désireuses de rétablir l'autorité des Sakalava («associations d'intellectuels sakalava»). Les partis politiques, dont les stratégies reposent généralement sur un opportunisme assez grossier, n'ont jamais réussi, non plus, à atténuer l'extrême fragmentation qui caractérise aujourd'hui l'espace social et politique du Menabe.

L'atomisation du pouvoir local, à la fin du 20^{ème} siècle, a fini par créer une situation proche de l'anarchie, d'autant plus dommageable pour la bonne marche des affaires publiques que l'appareil d'État a subi diverses avanies dans la région, au point d'être contrôlé, en fait, par une petite bourgeoisie locale aux ambitions très personnalisées. Les récentes tentatives de reprise en mains, dans le cadre notamment du Centre Régional de Développement, marquent un effort de coordination par le haut qui, pour l'instant, ne cherche pas encore à mettre de l'ordre dans les structures micro-locales du pouvoir. La carence autoritaire est d'autant plus grave que les micro-unités relativement autonomes en sont arrivées à une concurrence quasiment ouverte pour accéder, dans le plus grand désordre, aux ressources naturelles qui existent encore.

L'EXPLOITATION FEBRILE DE LA FORET COMME MOINS MAUVAISE SOLUTION PROVISOIRE

Les données du problème à la fin du 20^{ème} siècle peuvent se résumer en un petit nombre de points.

- L'incitation du marché continue à jouer pour favoriser massivement, sur une longue période, l'arrivée d'immigrants dans le Menabe.
- La situation actuelle du marché du maïs incite, dans tous les cas, à augmenter les défrichements.
- Les stratégies foncières imposées par la nouvelle situation conduisent à défricher même si l'on ne songe pas à produire plus.

L'incitation du marché et l'arrivée de migrants

Les rapports marchands se sont généralisés dans le Menabe, même si les marchés ne fonctionnent toujours pas de façon très orthodoxe (Fauroux, 1994). Les habitants de l'Androy ou du Sud-Est savent que, malgré les fluctuations des cours de tel ou tel produit, on finit toujours, en s'installant dans l'Ouest, par trouver le moyen de pratiquer des activités agricoles dont les débouchés permettront de poursuivre, tant bien que mal, le processus d'accumulation en bœufs. Les pois du Cap ne rapportent plus depuis la fin des années 1960, mais le riz a momentanément pris la relève, au début des années 1980, avant de laisser la place au maïs dans les années 1990. On cherche donc, plus que jamais, à maximiser les profits issus de l'activité agricole, pour acheter des bœufs qui entreront dans les circuits cérémoniels que, de toutes parts, on tente de réactiver, même si la tendance des prestations cérémonielles est nettement à la baisse sur longue période (Delcroix, 1994). La course à l'ostentation continue, aujourd'hui comme autrefois, mais

on peut désormais la gagner, dans un Menabe appauvri, en sacrifiant un petit nombre de têtes.

Le marché du maïs et l'incitation aux défrichements

Le maïs sur brûlis forestiers est devenu une culture de rente qui assure une excellente rémunération du travail agricole en l'absence d'intrants (c'est très important pour une population pauvre en ressources monétaires) et, surtout, en l'absence de droits fonciers clairs. Taillade (1996), Réau (1996) et Fauroux (1999) ont montré qu'il existe une forte élasticité des migrations à la hausse des cours des produits agricoles, alors que cette élasticité disparaît à la baisse. En clair, quand les cours demeurent durablement hauts, l'information parvient jusqu'aux zones de départ et joue comme une nouvelle incitation à migrer vers le Menabe. Si, au moment de la récolte, les cours ont baissé, cela n'incitera nullement le migrant à rentrer chez lui, mais à défricher une plus grande surface, pour maintenir le niveau de revenus escompté. S. Fauroux montre d'ailleurs que les petits et moyens producteurs ont toujours intérêt à «faire» beaucoup de maïs, jouant sur le stockage, la vente sur le marché local et l'autoconsommation, quand les prix à l'exportation, imprévisibles en début de campagne, s'avèrent faibles. Quant aux gros producteurs, ils ont intérêt, dans l'actuelle conjoncture haussière, à augmenter leur production de façon à peser aussi lourd que possible dans les négociations avec les exportateurs (Fauroux, 1999). On arrive ainsi actuellement à un tragique paradoxe : si les cours du maïs augmentent, on peut s'attendre à une augmentation des migrations et des surfaces défrichées ; s'ils baissent, la surface défrichée tendra aussi, quelques mois après, à augmenter dans chaque exploitation pour maintenir les revenus des exploitants et leur capacité d'accumulation.

Les stratégies foncières et l'incitation aux défrichements

L'installation de migrants, même temporaire, suppose des stratégies foncières qui, dans un espace en cours de rapide réduction, ne peuvent manquer de déboucher sur des tensions et des affrontements. Depuis les années 1960, les terroirs agricoles villageois ont acquis une certaine permanence, même si le dessin des parcelles n'atteint jamais la même rigueur que dans les hautes terres et même si, après chaque saison des pluies, des remaniements s'imposent (rizières ensablées, *baiboho* emportés, nouveaux dépôts fertiles...). Très logiquement, les convoitises se sont portées sur «le maillon faible», la forêt. Désormais, donc, on ne défriche plus seulement pour produire du maïs, mais aussi pour marquer ses droits fonciers et contenir ceux d'éventuels rivaux. Plusieurs stratégies de ce type ont été récemment décrites¹¹. Parmi elles, on peut distinguer, semble-t-il, la course de vitesse, le barrage direct, l'encercllement et l'infiltration.

Dans la «course de vitesse», on défriche préventivement, avec une certaine précipitation, des espaces dont on pense qu'ils sont convoités par des migrants : l'espace ainsi conquis est largement gaspillé, car la commercialisation des produits agricoles qui en résulte n'est qu'un objectif secondaire ; on met en jachère prématurément pour défricher un peu plus loin et ainsi imposer ses droits fonciers tant que la pression extérieure menace.

Dans le «barrage direct», on défriche en bordure du *hatsaky* d'un migrant, de telle façon qu'il ne puisse pas continuer à essarter dans le prolongement de ses défrichements

antérieurs. Une variante brutale consiste à menacer les migrants d'agressions physiques s'ils dépassent telle ou telle limite¹².

Dans l'«encerclement», plusieurs autochtones s'associent pour entourer les terrains déjà utilisés par les migrants et leur interdire définitivement toute expansion sur place (Rebara, 1996).

On pourrait ajouter les infiltrations, «discrètes» ou «sauvages», bien décrites par Taillade et Réau (op.cit.). Un exemple d'infiltration «discrète» est donnée par des migrants tandroy qui, voulant s'installer dans une zone boisée, ont été «autorisés» à défricher par un riche *mpañarivo* qui n'avait pourtant aucun droit réel, d'abord parce que les droits de sa communauté sur cette forêt, sans être tout-à-fait inexistantes, n'étaient pas très clairs, et, surtout, parce qu'il n'a consulté personne, alors qu'il n'est en aucun cas propriétaire individuel. La colère des autochtones, ainsi lésés, fait généralement long feu, parce que tous ont (ou auront prochainement) besoin des largesses du *mpañarivo*. De plus, les Sakalava savent qu'il vaut mieux ne pas heurter de front des Tandroy, habiles dans le maniement de la fronde et redoutables voleurs de bœufs. Le *mpañarivo* tend alors à se comporter avec ses «protégés» comme s'ils étaient ses métayers : il prélève un certain nombre de charrettes sur leur production, il les fait intervenir dans divers travaux agricoles ou dans des raids pour voler des bœufs. A la longue, quand les migrants seront repartis, il aura tendance à faire comme si les parcelles concernées lui appartenaient effectivement en propre, sans que personne, dans sa communauté, n'ose vraiment s'opposer à ce petit hold-up.

L'infiltration «sauvage» aurait été inconcevable, autrefois, quand les structures lignagères fonctionnaient bien. Quelques jeunes, par exemple, éprouvent des besoins d'argent. Ils s'enfoncent au hasard dans une forêt qu'ils connaissent plus ou moins. Ils ne demandent d'autorisation à personne, ni aux Eaux et Forêt, bien entendu, ni aux éventuels propriétaires de la forêt, dont nul ne s'enquiert, ni - et c'est sans doute le plus grave dans la logique sakalava - à leurs propres autorités lignagères. Signe d'une terrible décadence aux yeux des autochtones eux-mêmes, ces autorités, qui finissent quand même par être prévenues, ferment les yeux, trop heureuses, au fond, de voir résolu un problème de revenus dont la solution leur échappait complètement. Dans tous ces cas, on ne se préoccupe nullement des cours du produit que l'on va cultiver, ni de productivité. Il s'agit seulement d'occuper ostensiblement l'espace au plus vite, avant qu'il ne soit trop tard.

Bien entendu, dans toutes les zones où la fin de la forêt apparaît imminente, on n'assiste à aucune prise de conscience qui pousserait à des mots d'ordre tels que : «*arrêtons-nous tant qu'il est encore temps* !». Bien au contraire, plusieurs exemples¹³ montrent que cette imminence déclenche une frénésie d'exploitation qui ne cherche même plus un profit rationnellement imaginé : «*aussi peu que ce soit, il vaut mieux que cela nous rapporte à nous plutôt qu'à des migrants inconnus*». A Andohaviana, pour mieux pouvoir détruire eux-mêmes les lambeaux de leur forêt sacrée, de toute façon vouée aux flammes à très court terme, les habitants, Sakalava appartenant à des clans vazimba et mikea, ont même procédé à une incroyable manipulation pour «convaincre» les esprits tutélaires de la forêt de se réfugier dans un bouquet de vieux tamariniers à proximité immédiate du village. Ces esprits sont supposés avoir trouvé là un «confort» susceptible de leur faire oublier «leur» forêt : on leur a attribué un «*zombe*» (petite case sacrée où ils résident), une enceinte les mettant à l'abri des souillures importunes et un culte, beaucoup plus suivi qu'à l'époque où ils erraient «librement», marqué par des offrandes quotidiennes.

CONCLUSION

L'Ouest malgache a ainsi, en un siècle, complètement changé de structure. L'espace est désormais occupé par des micro-unités concurrentes bien différenciées, dont les aires d'influence sont enchevêtrées. Avec la persistance des flux migratoires à destination du Menabe, l'espace continue à se rétrécir et les concurrences territoriales à s'aggraver, surtout lorsque des catastrophes naturelles, comme la dépression tropicale Cynthia de février 1991, viennent détruire pour plusieurs années tout le système moderne d'irrigation. Les stratégies de survie ou, simplement, de poursuite des processus d'accumulation, passent désormais par la forêt. La forêt, «maillon faible» du système, est maintenant saccagée par tout le monde, y compris par les autochtones qui en étaient, il y a peu encore, les défenseurs naturels. L'exemple des dommages subis par les zones boisées qui s'étendaient entre Maharivo et Kabatomena incite au plus grand pessimisme : non seulement aucun mécanisme spontané de régulation n'apparaît alors que la disparition totale est en vue, mais encore les processus de destruction, confrontés à cette perspective, s'accroissent encore.

Il est sans doute possible, cependant, de nuancer ce pessimisme. L'accélération du rythme des destructions est manifestement liée au niveau relativement élevé des cours du maïs à l'exportation. On peut donc penser que les forêts accessibles aux véhicules des collecteurs de produits agricoles et peu éloignées d'un port d'embarquement sont effectivement promises à la hache et à l'incendie à court terme, sauf si elles bénéficient de protections particulières, comme c'est le cas de la «forêt suisse» au nord du Morondava : mais le coût financier et humain de telles protections rend sans doute l'expérience difficilement répliquable.

Par contre, les forêts «lointaines», distantes de toute agglomération importante, de tout moyen d'évacuation de produits agricoles, devraient bénéficier d'un certain répit, puisqu'elles ne seraient à court terme menacées que par les besoins de l'auto-consommation de populations encore peu nombreuses. Ce répit permettrait peut-être d'organiser des systèmes de défense de l'environnement à partir des structures sociales villageoises comme le projette la GELOSE (GEstion LOcale SEcurisée), qui souhaite confier aux populations riveraines la gestion et la défense des ressources à protéger.

Notes

1. L'équipe DESPAM qui travailla dans le Menabe était composée de E. Fauroux, Directeur de Recherches à l'ORSTOM, Ph. Randriamidona, chercheur du CNRE, B. Réau et J.J. Taillade, doctorants en géographie tropicale, T. Rafidisoa étudiant en DEA d'agronomie, R. Andriamihaja, R. Gilbert, W. Namamalala, P. Rafetison, H. Razanamahenina et F. Rebara, alors maîtres en géographie, J. Mampitoetsy et D. Raharison, maîtres en histoire

2. On considère généralement que le Menabe historique est compris entre les fleuves Mangoky au sud et Manambolo au nord

3. Le *Songomby* est très probablement l'hippopotame nain, faisant l'objet de témoignages anachroniques. Le *Kokolampo*, dans le Menabe, est une sorte de lutin; en Androy, ce terme décrit des personnages presque humains, menant une sorte de vie parallèle loin des autres hommes.

4. Le climat du Menabe est relativement humide: dans les années quatre-vingt, la pluviométrie a varié d'un peu moins de 800 mm de moyenne annuelle à Morondava et Mahabo, au centre de la

région, jusqu'à 1000-1500 mm annuels, dans le Bemaraha, au nord, alors que tous les témoignages s'entendent pour décrire une humidité plus importante autrefois.

5. Voir E. Fauroux, 1989, 126-127 pour le détail de ces règles dans la vallée de la Maharivo.

6. «Pourquoi les Sakalava ne travaillent pas», titre d'un pamphlet anonyme de l'époque coloniale (Archives d'Outre-Mer à Aix en Provence).

7. Les «booms» successifs : pois du Cap de 1915 à 1922, maïs de 1934 à 1940, riz au début des années 40 et à la fin des années 80, maïs, de nouveau, depuis 1992-94 approximativement

8. Le terme *keré* désigne depuis quelques années les disettes/famines qui ont frappé le grand Sud de manière récurrente

9. Les devins-guérisseurs qui peuvent se muer parfois en sorciers

10. Voir, entre beaucoup d'autres, le phénomène des prises d'eau pirates dans le système d'irrigation de Dabarà, bien décrit par H. Razafimandiby (1990)

11. Voir notamment à ce sujet les travaux de Blanc-Pamard (1998), Fauroux (1999) et Rebara (1996).

12. Cette situation s'est produite à Andoviahana, à partir de 1992-93. Voir Guissard (1994) et Fauroux (1994a)

13. Voir notamment dans la forêt de Bezeky aux abords du village d'Andohaviana, où l'imminence de la disparition définitive de la forêt a provoqué une véritable frénésie de défrichement. Kily Be (1998)

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BLANC-PAMARD C., 1998.- *A l'Ouest d'Analabo. Une agriculture en marche en pays masikoro (Sud-Ouest de Madagascar)*. CNRS, CNRE/ORSTOM, multigr. : 89p.
- DELGROIX F., 1994.- *Les cérémonies lignagères et la crise de l'élevage bovin extensif en pays Sakalava Menabe*. Thèse de doctorat, NR Anthrop Soc., Paris, EHESS, CNRE/ORSTOM : 376p.
- FAUROUX E., 1975.- *La formation sociale sakalava dans les rapports marchands ou l'histoire d'une articulation ratée*. Thèse de doctorat d'état en Sc. Econ., Université de Paris X, ORSTOM : 405p.
- FAUROUX E., 1987.- *Le boeuf et le riz dans la vie économique et sociale sakalava de la vallée de la Maharivo*. Antananarivo, Paris, MRSTD / ORSTOM : 295p.
- FAUROUX E., 1994a.- *Monographie d'Andoviahana* (document provisoire). Morondava, ERA CNRE/ORSTOM : 45p.
- FAUROUX E., 1994b.- Les échanges marchands dans les sociétés pastorales de l'ensemble méridional de Madagascar. *Cah. Sc. Humaines*, Paris, IRD, vol.30(1-2) : 197-210.
- FAUROUX E., 1997a.- Les représentations du monde végétal chez les Sakalava du Menabe. In J.M. Lebigre (Ed.) «*Milieux et sociétés dans le Sud-Ouest de Madagascar*». Talence, DYMSET, coll. Iles et archipels, 23 : 7-26.
- FAUROUX E., 1997b.- L'intervention publique dans le centre-ouest de Madagascar. Brève chronique d'une longue série d'échecs. In J.F. Baré (Ed.) «*Regards interdisciplinaires sur les politiques de développement*». Paris, L'Harmattan : 201-228.

- FAUROUX E., 1999.- Une transition démocratique et libérale difficile dans une région périphérique de l'Ouest malgache. *Autrepart*, Paris, IRD, nlle série, 10 : 41-58.
- FAUROUX S., 1999.- *Instabilité des cours du maïs et incertitude en milieu rural: le cas de la déforestation dans la région de Tuléar (Madagascar)*. Mémoire DESS, UER Sc. Eco., Paris X Nanterre, GEREM (IRD/CNRS), Antananarivo: 163p.
- GUISSARD Cl., 1994.- *Les systèmes de production agro-pastoraux du sud de la Kabatomena. Approche agronomique*. Montpellier CNEARC / CNRE / ORSTOM : 122p.
- KILY BE (Association), 1998.- *Rôle de l'arbre dans les sociétés villageoises du Menabe. Rapport final*. Kily Be Programme Menabe SAFCO, Morondava : 32p. + annexes.
- RANDRIAMIDONA Ph., 1990.- *Les relations inter-ethniques dans le Menabe*. Mémoire diplôme EHESS, Paris, CNRE / ORSTOM : 144p.
- RAZAFIMANDIMBY H., 1990.- *Gestion de l'eau et stratégies paysannes dans le delta de la Morondava*. Mémoire maîtrise, UER Géographie, Université d'Antananarivo : 183p.
- RÉAU B., 1996- *Dégradation de l'environnement forestier et réactions paysannes. Les migrants tandroy sur la côte Ouest de Madagascar*. Thèse de doctorat de géographie tropicale. UFR de géographie. Université Michel de Montaigne Bordeaux III : 371p.
- REBARA F., 1996.- *Migration tandroy et déforestation dans l'Ouest malgache. Exemple des forêts d'Ankilanjy, Bezeky et Analabe (Behera) entre la Kabatomena et la Maharivo*. Mémoire de maîtrise, UER Géographie, Université de Tuléar, CNRE / ORSTOM : 150p.
- TAILLADE J.J., 1996.- *Les dynamiques dans les formes de gestion de l'espace et des ressources naturelles sur les interfluvies de l'Ouest malgache. Cas des éleveurs sakalava du Menabe*. Thèse de doctorat, NR géographie tropicale, Université de Paul Valéry Montpellier III : 345p.